

TABLE ANALYTIQUE

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION.....	13
<i>§ 1. La notion de droit public.....</i>	<i>13</i>
[1.] Droit public - droit privé : la division suprême dans les matières juridiques.	13
[2.] Droit public interne et droit public international.	15
[3.] Une distinction à relativiser, mais néanmoins utile.	16
<i>§ 2. Les divisions du droit public</i>	<i>18</i>
[4.] Le droit constitutionnel.	18
[5.] Le droit administratif.	19
[6.] Le droit budgétaire.	22
PARTIE I LA THÉORIE DES INSTITUTIONS POLITIQUES	25
[7.] L'évolution de la structure du Pouvoir.	25
<i>Titre 1 Le cadre des institutions politiques : l'État</i>	<i>27</i>
Chapitre 1 Les éléments de l'État.....	27
[8.] Le territoire.	27
[9.] La population.	28
[10.] Le pouvoir politique.	29
[11.] L'État en tant que personne juridique.	30
Chapitre 2 Les formes d'États.....	32
[12.] Les États unitaires.	32
[13.] Les États composés.	33
Chapitre 3 Les fonctions de l'État.....	35
[14.] L'étendue des fonctions de l'État.	35
[15.] La nature des fonctions de l'État.	36
<i>Titre 2 La typologie des institutions politiques : les régimes politiques</i>	<i>39</i>
Chapitre 1 Les éléments des régimes politiques	39
[16.] Les organes constitutionnels.	39
[17.] Les partis politiques.	40
[18.] L'idéologie politique.	41
Chapitre 2 La classification des régimes politiques.....	42
SECTION 1 LES RÉGIMES AUTORITAIRES	42
[19.] Les caractéristiques communes des régimes autoritaires.	43
[20.] La variété des régimes autoritaires.	44
SECTION 2 LES RÉGIMES LIBÉRAUX.....	46

- [21.] Les caractéristiques communes des régimes parlementaires. 46
 [22.] La variété de régimes libéraux. 49

Titre 3 Les positions essentielles de la Constitution 53

Chapitre 1 La démocratie parlementaire 53

§ 1. *La Nation comme fondement de la démocratie* 53

[23.] La Nation à l'origine du Pouvoir. 54

[24.] La Nation comme finalité du Pouvoir. 56

§ 2. *Les caractéristiques du régime de la démocratie parlementaire* 57

[25.] La démocratie directe. 57

[26.] La démocratie représentative. 57

[27.] La démocratie semi-directe. 58

Chapitre 2 La monarchie constitutionnelle 59

§ 1. *Un régime évolutif* 60

[28.] Les monarchies en général. 60

[29.] La monarchie au Luxembourg. 61

§ 2. *Le rôle actuel du Grand-Duc* 63

[30.] Un rôle en retrait. 63

[31.] Un rôle qui reste utile. 64

Chapitre 3 La séparation des pouvoirs 66

SECTION 1 UNE IDÉE ANCIENNE 66

[32.] Une proposition en réaction aux risques posés par le régime de la confusion des pouvoirs. 66

[33.] L'influence des grands philosophes. 67

[34.] Adoption de la théorie de la séparation des pouvoirs par la constitution américaine, qui a fait tache d'huile en Europe. 68

SECTION 2 LES RÉGIMES POLITIQUES ISSUS DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS . 69

[35.] La séparation rigide des pouvoirs. 69

[36.] La séparation souple des pouvoirs. 70

[37.] Le dépassement de la séparation des pouvoirs : le pouvoir d'action et le pouvoir de contrôle. 70

PARTIE 2 L'ÉTAT DE DROIT 73

Titre 1 Les sources du droit public 75

Chapitre 1 Le droit public interne 75

SECTION 1 LA CONSTITUTION 75

§ 1. *La constitution initiale* 76

[38.] Définition de la constitution. 76

[39.] L'élaboration de la constitution. 78

[40.] L'adoption de la constitution. 80

§ 2. *La révision de la constitution* 81

[41.] Le pouvoir constituant dérivé : un pouvoir limité. 81

[42.] L'organe compétent pour initier la révision. 82

[43.] L'organe compétent pour arrêter la révision. 83

[44.] Les formes de la révision constitutionnelle. 84

[45.] Les limites à la révision.	85
SECTION 2 LES SOURCES DE DROIT ÉCRITES.....	87
[46.] La loi.	87
[47.] Le règlement.	88
[48.] Les règles internes à l'administration.	90
SECTION 3 LES SOURCES DE DROIT NON ÉCRITES	91
[49.] La coutume constitutionnelle.	91
[50.] Les principes généraux.	92
[51.] La jurisprudence.	93
Chapitre 2 Le droit public international.....	95
[52.] Les différentes sources du droit public international.	95
[53.] Les traités.	96
[54.] La coutume internationale.	97
Chapitre 3 La pyramide juridique au Luxembourg.....	98
SECTION 1 LA CONSTITUTION AU SOMMET DE LA PYRAMIDE.....	98
[55.] La pyramide des normes juridiques.	98
[56.] La pyramide limitée aux sources de droit interne.	99
[57.] La pyramide en incluant les sources de droit international public.	101
SECTION 2 LE CONTRÔLE JUDICIAIRE DU RESPECT DE LA PYRAMIDE DES NORMES	107
[58.] Le contrôle de la conformité de la loi.	107
[59.] Les autres contrôles de conformité des autres normes : l'exception d'illégalité.	107
[60.] L'annulation des règlements illégaux.	108
<i>Titre 2 La soumission de l'administration à l'État de droit</i>	109
Chapitre 1 Le principe de légalité, condition de l'action administrative	109
[61.] L'administration doit être habilitée à agir.	109
[62.] L'administration doit respecter les normes juridiques applicables.	110
[63.] L'administration doit garantir l'effectivité de la légalité.	111
Chapitre 2 Les limites du principe de légalité.....	112
SECTION 1 LA LÉGALITÉ ET L'OPPORTUNITÉ	112
[64.] La compétence liée de l'administration.	112
[65.] La compétence discrétionnaire de l'administration.	112
SECTION 2 LES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES EN PÉRIODE DE CRISE	113
[66.] La pratique de la théorie des circonstances exceptionnelles.	113
[67.] La constitutionnalisation en 2004 de la théorie des circonstances exceptionnelles.	115
[68.] Les conséquences du régime de l'état de crise.	116
SECTION 3 LES ACTES DE GOUVERNEMENT	116
[69.] La théorie des actes de gouvernement.	116
[70.] Un domaine d'application limité.	117
<i>Titre 3 Le principe de responsabilité</i>	119
Chapitre 1 La responsabilité de la personne publique	119
[71.] Évolution des idées.	119
SECTION 1 LES ACTIVITÉS SUSCEPTIBLES D'ENTRAÎNER LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE	120

[72.] Champ d'application de la loi de 1988.	120
[73.] La nature de la fonction étatique qui peut être mise en cause.	120
SECTION 2 LE FAIT GÉNÉRATEUR DE LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE	121
[74.] La responsabilité pour faute.	122
[75.] La responsabilité sans faute.	124
SECTION 3 LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE.....	125
§ 1. <i>Un dommage</i>	<i>125</i>
[76.] Un dommage certain.	125
[77.] Un dommage direct.	125
[78.] Un dommage évaluable en argent.	126
[79.] Une atteinte à un intérêt légitime.	126
§ 2. <i>Un lien de causalité</i>	<i>126</i>
[80.] Une cause directe.	127
[81.] Les causes exonératoires et atténuatoires.	128
§ 3. <i>La réparation</i>	<i>130</i>
[82.] Seule l'indemnisation est possible.	130
[83.] L'obligation de réparation intégrale du dommage.	130
[84.] La date d'évaluation du dommage.	131
[85.] Les intérêts en sus du dommage.	132
SECTION 4 LES RÉGIMES PARTICULIERS DE RESPONSABILITÉ	132
[86.] L'enseignement.	133
[87.] Les collaborateurs occasionnels.	133
[88.] Les usagers à risque.	134
Chapitre 2 La responsabilité de l'agent de la personne publique	135
[89.] La responsabilité envers les personnes privées.	135
[90.] La responsabilité envers la personne publique.	137
<i>Titre 4 Les libertés</i>	<i>139</i>
[91.] La classification des libertés.	139
Chapitre 1 La théorie des libertés	141
SECTION 1 DES SOURCES D'INFLUENCE MULTIPLES	141
[92.] Les origines lointaines des libertés.	141
[93.] L'évolution des libertés.	142
SECTION 2 LE FONDEMENT DE DROIT POSITIF DES LIBERTÉS	143
[94.] Les théories du droit naturel.	143
[95.] Les doctrines positivistes.	144
SECTION 3 L'ORGANISATION DES LIBERTÉS	145
§ 1. <i>L'établissement des libertés</i>	<i>145</i>
[96.] Les droits fondamentaux : une matière réservée au pouvoir constituant.	145
[97.] Les libertés publiques : une matière réservée au législateur.	146
[98.] Les objectifs à valeur constitutionnelle : application du droit public commun.	146
§ 2. <i>La limitation des libertés</i>	<i>147</i>
[99.] Les hypothèses où une limitation des libertés peut être nécessaire.	148
[100.] Les conditions posées par la constitution en vue d'une limitation légale des libertés publiques.	151
§ 3. <i>Les sanctions des atteintes aux libertés</i>	<i>153</i>

[101.] La protection non juridictionnelle.	153
[102.] La protection juridictionnelle.	154
Chapitre 2 Les droits fondamentaux : les droits de l'individu considéré en lui-même	155
SECTION 1 LA DIGNITÉ HUMAINE	156
[103.] Un concept polysémique.	156
[104.] La valeur suprême.	156
SECTION 2 L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE.....	156
[105.] Le droit à l'intégrité physique et mentale.	157
[106.] L'interdiction des tortures et des peines ou traitements inhumains et dégradants.	158
[107.] L'interdiction de la peine de mort.	159
SECTION 3 LES CONVICTIONS PERSONNELLES.....	160
[108.] Un concept large.	160
[109.] Un domaine d'application limité.	162
Chapitre 3 Les libertés publiques : les droits de l'individu en tant que membre de la collectivité	163
SECTION 1 LA LIBERTÉ PUBLIQUE FONDAMENTALE : L'ÉGALITÉ.....	163
[110.] Le principe général d'égalité de traitement.	163
[111.] Les applications particulières du principe d'égalité.	164
SECTION 2 LES LIBERTÉS DE LA PERSONNE	167
§ 1. <i>Le droit à la santé</i>	167
[112.] Le droit à la santé en tant que liberté publique.	167
[113.] La mise en œuvre du droit à la santé : sécurité sociale et protection de la santé.	167
[114.] Le droit de vivre en bonne santé.	168
§ 2. <i>Le droit à l'enseignement</i>	169
[115.] Le pluralisme scolaire.	169
[116.] L'école publique.	170
[117.] L'école privée.	171
§ 3. <i>Le droit à l'autodétermination informationnelle</i>	172
[118.] Le droit de contrôle individuel sur les informations personnelles.	172
[119.] Une réglementation complexe.	172
SECTION 3 LES LIBERTÉS PHYSIQUES	173
§ 1. <i>La liberté individuelle</i>	173
[120.] La liberté corporelle.	174
[121.] La liberté de déplacement.	176
[122.] Le droit d'asile.	177
§ 2. <i>Les garanties en matière de contentieux</i>	178
[123.] Le droit au juge « naturel » : principes et garanties constitutionnelles.	178
[124.] L'organisation de la compétence judiciaire : compétence matérielle, territoriale et exceptions.	179
§ 3. <i>Les garanties en matière pénale</i>	179
[125.] Le principe de légalité.	179
[126.] Le principe de non-rétroactivité.	180
§ 4. <i>L'inviolabilité du domicile</i>	181
[127.] Le principe de l'inviolabilité du domicile.	181

[128.] Les exceptions au principe.	182
SECTION 4 LES LIBERTÉS DE LA PENSÉE	182
§ 1. <i>La liberté religieuse</i>	183
[129.] Le champ d'application de la liberté religieuse.	183
[130.] Son prolongement : la séparation de l'Église et de l'État.	184
§ 2. <i>La liberté d'expression</i>	185
[131.] Le fondement et la portée de la liberté d'expression.	185
[132.] Les limites nécessaires à la liberté d'expression.	186
§ 3. <i>La participation citoyenne à l'action publique</i>	187
[133.] Le droit de requête.	187
[134.] Le droit de pétition.	188
§ 4. <i>Le secret des communications</i>	189
[135.] Le principe du secret des communications.	189
[136.] Les exceptions au principe.	190
SECTION 5 LES LIBERTÉS DE GROUPEMENT	191
§ 1. <i>La liberté de réunion</i>	192
[137.] Les modalités de réunion.	192
[138.] Les obligations de l'État.	193
§ 2. <i>La liberté d'association</i>	194
[139.] Le développement de la vie associative.	194
[140.] La protection constitutionnelle du droit d'association et ses limites.	194
SECTION 6 LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES	195
§ 1. <i>Le droit de propriété</i>	195
[141.] Caractères du droit de propriété	196
[142.] L'objet du droit de propriété.	196
§ 2. <i>La liberté syndicale</i>	197
[143.] Le contenu de la liberté syndicale.	197
[144.] Le droit de grève comme prolongement naturel de la liberté syndicale.	198
§ 3. <i>La liberté d'entreprise</i>	200
[145.] La portée de la liberté d'entreprise.	200
[146.] Les restrictions à la liberté d'entreprise.	201
Chapitre 4 Les objectifs à valeur constitutionnelle : les missions spécifiques des gouvernants	202
§ 1. <i>Le droit au travail</i>	202
[147.] La liberté individuelle du travail.	202
[148.] L'obligation pour l'État de favoriser l'emploi.	203
§ 2. <i>Le dialogue social</i>	203
[149.] Le dialogue social comme élément clef du « modèle luxembourgeois ».	203
[150.] Les modalités d'exercice du dialogue social.	204
§ 3. <i>La recherche scientifique</i>	205
[151.] La recherche scientifique comme moteur du progrès économique.	206
[152.] Les enjeux éthiques des méthodes de recherche : tests sur les animaux et essais cliniques.	206
§ 4. <i>Une vie dans la dignité</i>	207
[153.] La disposition de ressources financières suffisantes.	207

[154.] Droit au logement.	208
§ 5. <i>Une vie dans un environnement sain</i>	209
[155.] Protection de l'environnement naturel.	209
[156.] Protection des animaux.	209
§ 6. <i>L'épanouissement culturel</i>	210
[157.] La « culture ».	210
[158.] Le « patrimoine culturel ».	211

PARTIE 3 LES INSTITUTIONS PUBLIQUES..... 213

***Titre 1 Les institutions politiques* 215**

Chapitre 1 Les citoyens..... 215

SECTION 1 LES ÉLECTIONS À LA CHAMBRE..... 215

§ 1. *Le droit de vote et son exercice*..... 216

[159.] Le corps électoral. 216

[160.] Les modalités d'exercice du droit de vote. 218

[161.] Le contrôle de la régularité des élections. 219

§ 2. *les systèmes électoraux*..... 221

[162.] Les modes de suffrage. 221

[163.] Les modes de scrutin. 222

[164.] Les circonscriptions électorales. 225

[165.] La date des élections à la Chambre des députés. 226

SECTION 2 LES AUTRES MODALITÉS DE PARTICIPATION DES CITOYENS AU RÉGIME DÉMOCRATIQUE..... 227

§ 1. *Les référendums*..... 228

[166.] Le déclenchement du référendum. 228

[167.] Le déroulement du référendum. 230

[168.] Les conséquences juridiques du référendum. 230

§ 2. *Les initiatives législatives*..... 231

[169.] Le déclenchement de l'initiative législative populaire. 231

[170.] Les suites de l'initiative législative populaire. 232

Chapitre 2 La Chambre des députés..... 232

[171.] Le choix entre le mono- et le bicaméralisme. 232

§ 1. *La fonction législative de la Chambre*..... 233

[172.] Le domaine de la loi. 233

[173.] La procédure législative. 234

[174.] Les conditions de majorité et de *quorum*. 235

[175.] Le vote du député. 236

§ 2. *Le fonctionnement de la Chambre des députés*..... 237

[176.] Le Règlement de la Chambre des députés. 237

[177.] Les organes directeurs. 238

[178.] Les formations internes. 240

[179.] Les séances publiques. 243

[180.] L'exercice du vote par le député. 244

SECTION 2 LES DÉPUTÉS..... 244

§ 1. <i>Le statut du député</i>	244
[181.] Les inéligibilités.	245
[182.] Les incompatibilités.	245
[183.] Les indemnités parlementaires.	247
§ 2. <i>Le mandat des députés</i>	248
[184.] Un mandat collectif.	248
[185.] Le mandat n'est pas impératif.	248
§ 3. <i>Le député, ses droits et sa base électorale</i>	248
[186.] Les droits du député.	248
[187.] Le député et sa base électorale.	249
Chapitre 3 Les autorités exécutives	250
[188.] Un exécutif dualiste.	250
SECTION 1 LE CHEF DE L'ÉTAT	251
[189.] Un chef de l'État, homme privé ou monarque.	251
[190.] Les particularismes du chef de l'État-monarque.	251
§ 1. <i>Le statut du Chef de l'État</i>	252
[191.] Nomination du chef de l'État.	252
[192.] Le régime de la suppléance.	254
[193.] L'interrègne.	254
[194.] La régence.	255
[195.] L'inviolabilité du chef de l'État.	255
[196.] Le financement de l'administration qui est au service du chef de l'État.	256
§ 2. <i>Les pouvoirs du Chef de l'État</i>	257
[197.] Les pouvoirs limités du chef de l'État.	258
[198.] L'apport réel du chef de l'État au fonctionnement des institutions politiques.	259
SECTION 2 LE GOUVERNEMENT	260
§ 1. <i>Le statut du gouvernement</i>	261
[199.] La nomination et la révocation des ministres.	261
[200.] Le rôle primordial du Premier ministre.	263
[201.] La formation et démission du gouvernement.	263
[202.] Les responsabilités des ministres.	264
§ 2. <i>Les pouvoirs du gouvernement</i>	266
[203.] Les pouvoirs collectifs du gouvernement.	266
[204.] Les pouvoirs individuels des ministres.	267
Chapitre 4 La collaboration des pouvoirs exécutif et législatif	269
SECTION 1 LES MOYENS D'ACTION DU GOUVERNEMENT VIS-À-VIS DE LA	
CHAMBRE	269
[205.] L'absence de moyens directs d'action sur la Chambre.	269
[206.] Le seul moyen d'action subsistant : un moyen indirect.	270
SECTION 2 LES MOYENS D'ACTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS SUR LE	
GOUVERNEMENT	271
[207.] Les moyens d'action avec sanction.	271
[208.] Les moyens d'action sans sanction.	272
[209.] En route vers un régime d'assemblée ?	272
Titre 2 Les institutions judiciaires	275

Chapitre 1 Le pouvoir judiciaire, un pouvoir à part	275
[210.] La Justice n'est pas une institution politique.	275
[211.] L'intérêt de régler le statut de la Justice dans la constitution.	276
Chapitre 2 Les garanties constitutionnelles en matière de Justice	277
[212.] Droit au procès équitable.	277
[213.] L'indépendance des magistrats.	278
[214.] L'inamovibilité des magistrats.	280
[215.] La publicité des audiences.	280
[216.] La motivation des jugements.	281
Chapitre 3 L'organisation juridictionnelle.....	283
SECTION 1 LA COUR CONSTITUTIONNELLE	283
[217.] La légitimité de la justice constitutionnelle.	283
[218.] Le modèle hybride luxembourgeois de la justice constitutionnelle.	284
[219.] La saisine de la Cour constitutionnelle	285
[220.] Les attributions de la Cour constitutionnelle.	285
[221.] Les arrêts de la justice constitutionnelle.	289
SECTION 2 LA JUSTICE ORDINAIRE	291
[222.] Rôle et mission des juridictions en général.	291
[223.] L'existence des deux ordres juridictionnels.	292
[224.] La difficile question d'un ordre juridictionnel unique.	293
SECTION 3 LE CONSEIL NATIONAL DE LA JUSTICE.....	294
[225.] Le statut du CNJ.	295
[226.] Les pouvoirs du CNJ.	295
 Titre 3 Les institutions administratives	 297
[227.] Les institutions administratives, des institutions publiques.	297
[228.] Institutions administratives et institutions politiques.	297
Chapitre 1 Les personnes publiques	299
SECTION 1 LA NOTION DE PERSONNE PUBLIQUE	299
[229.] La personne est « morale ».	299
[230.] La personne est « publique ».	300
[231.] L'importance pratique de la qualification de personne publique.	301
SECTION 2 LES RAPPORTS ENTRE LES PERSONNES PUBLIQUES	302
§ 1. <i>La centralisation et la déconcentration.....</i>	<i>303</i>
[232.] La centralisation administrative.	303
[233.] La déconcentration.	303
§ 2. <i>La décentralisation et la tutelle administrative</i>	<i>304</i>
[234.] La décentralisation.	305
[235.] La tutelle administrative comme contrepoids.	307
Chapitre 2 L'administration de l'État	311
SECTION 1 LES SERVICES DE L'ÉTAT	312
[236.] La régie directe.	312
[237.] Les services extérieurs de l'État.	313
[238.] Le « service de l'État à gestion séparée ».	313
SECTION 2 LES ORGANISMES CONSULTATIFS.....	314
[239.] Le principe de l'administration consultative.	314

[240.] Les caractéristiques de la consultation.	315
Chapitre 3 L'administration des communes	315
SECTION 1 LES AUTORITÉS COMMUNALES	316
[241.] Le conseil communal.	316
[242.] Le collège des bourgmestre et échevins.	316
[243.] Le bourgmestre.	317
SECTION 2 LES AFFAIRES COMMUNALES	318
§ 1. <i>Le paysage communal</i>	318
[244.] Uniformité juridique mais différences factuelles entre les communes.	318
[245.] L'évolution des structures communales.	320
§ 2. <i>Les compétences communales</i>	323
[246.] Le principe de l'autonomie communale.	323
[247.] La compétence des communes.	324
SECTION 3 LA TUTELLE DE L'ÉTAT	326
[248.] La tutelle sur les actes.	326
[249.] La tutelle sur les personnes.	328
[250.] La tutelle budgétaire.	328
Chapitre 4 Les personnes publiques spécialisées.....	329
SECTION 1 LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	330
[251.] La notion d'établissement public.	331
[252.] La variété d'établissements publics.	332
[253.] Le régime juridique de l'établissement public	334
SECTION 2 LES PERSONNES PUBLIQUES PROFESSIONNELLES	336
[254.] La variété des personnes publiques professionnelles.	336
[255.] Les structures communes des personnes publiques professionnelles.	337
[256.] Les prérogatives juridiques des personnes publiques professionnelles.	337
PARTIE 4 LES MISSIONS DE L'ACTION PUBLIQUE.....	339
<i>Titre 1 Les services publics</i>	341
Chapitre 1 La notion de service public.....	341
[257.] Une activité visant à satisfaire un besoin collectif.	342
[258.] Une activité imputable à une collectivité publique.	343
Chapitre 2 Le régime juridique des services publics	347
SECTION 1 LA CRÉATION ET SUPPRESSION D'UN SERVICE PUBLIC	347
[259.] La création du service public.	347
[260.] La suppression du service public.	348
SECTION 2 LES « LOIS DU SERVICE PUBLIC »	349
[261.] La situation légale et réglementaire de l'utilisateur du service public.	349
[262.] Le principe d'égalité devant le service public.	349
[263.] Le principe de continuité des services publics.	350
[264.] Le principe de mutabilité des services publics.	351
[265.] La gratuité n'est pas une loi du service public.	351
<i>Titre 2 La police administrative</i>	353
Chapitre 1 La notion de police administrative.....	353

§ 1. <i>La finalité de la police administrative : la prévention des atteintes à l'ordre public</i>	353
[266.] La protection de l'ordre public.	353
[267.] Le caractère préventif de la police administrative.	355
§ 2. <i>Les différentes polices administratives</i>	356
[268.] La police administrative générale et les polices administratives spéciales.	356
[269.] Le concours de la police administrative générale et des polices administratives spéciales.	357
Chapitre 2 Les autorités de police	358
[270.] Les autorités de police générale.	358
[271.] Les autorités de polices spéciales.	359
Chapitre 3 Les procédés	359
[272.] Les mesures de police.	359
[273.] Les sanctions dans la police administrative.	360
[274.] Les limites du pouvoir de police.	361

PARTIE 5 LES MOYENS DE L'ACTION PUBLIQUE.....**363**

Titre 1 Les moyens juridiques.....**365**

Chapitre 1 L'acte administratif.....**365**

SECTION 1 NOTION ET VARIÉTÉ DE L'ACTE ADMINISTRATIF..... 365

§ 1. *Les caractères de l'acte administratif*..... 365

[275.] Un acte d'une « autorité administrative ». 365

[276.] Un acte adopté « unilatéralement ». 367

[277.] Un acte entraînant des effets juridiques pour l'administré. 367

§ 2. *Variétés d'actes administratifs*..... 368

[278.] L'acte administratif réglementaire. 368

[279.] L'acte administratif individuel : la décision administrative. 369

SECTION 2 L'ADOPTION D'UNE DÉCISION ADMINISTRATIVE..... 371

[280.] La loi de procédure administrative non contentieuse. 371

§ 1. *La compétence de l'auteur*..... 372

[281.] Le principe de compétence. 372

[282.] Le principe de spécialité. 372

[283.] Les dimensions temporelles et territoriales de la compétence de l'auteur de l'acte administratif. 373

[284.] Les aménagements de compétence. 374

§ 2. *Les règles préalables à l'adoption de l'acte administratif*..... 376

[285.] Les délais. 376

[286.] Les avis. 377

[287.] Le principe du contradictoire. 379

§ 3. *La formulation de l'acte administratif*..... 380

[288.] Le contenu de l'acte administratif. 380

[289.] Le but de l'acte administratif. 381

[290.] La motivation de l'acte. 382

[291.] La forme de l'acte administratif. 384

[292.] Indication des délais de recours. 385

SECTION 3 L'EXÉCUTION DE L'ACTE ADMINISTRATIF UNILATÉRAL 386

§ 1. <i>Le caractère immédiatement exécutoire</i>	386
[293.] La publicité de l'acte administratif.	386
[294.] La date d'entrée en vigueur de l'acte administratif.	387
[295.] L'exécution d'office de la décision administrative.	389
§ 2. <i>L'administré récalcitrant</i>	389
[296.] Les sanctions administratives.	389
[297.] L'exécution forcée.	391
SECTION 4 LA DISPARITION DE LA DÉCISION ADMINISTRATIVE.....	392
[298.] Les modalités de disparition des actes administratifs.	392
[299.] La décision administrative non créatrice d'un droit.	393
[300.] La décision administrative créatrice d'un droit.	394
Chapitre 2 Les contrats conclus par l'administration	395
SECTION 1 LES RÈGLES GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE CONTRATS DE	
L'ADMINISTRATION	396
[301.] La variété de contrats.	396
[302.] Le régime juridique des contrats spécifiques à l'administration.	397
SECTION 2 LES CONCESSIONS ET MARCHÉS PUBLICS.....	399
§ 1. <i>Les règles communes</i>	400
[303.] L'adjudication publique.	400
[304.] Les principes à respecter en matière d'attribution de la commande publique.	401
§ 2. <i>Les marchés publics</i>	402
[305.] Introduction et définition des marchés publics.	402
[306.] Le cadre procédural et le respect des règles de concurrence.	402
[307.] Les procédures de passation des marchés publics.	403
[308.] Les procédures spécifiques dans certains secteurs.	404
[309.] Les autres procédures restreintes : dialogue compétitif et partenariat d'innovation.	404
[310.] Les procédures négociées en cas de circonstances particulières.	404
[311.] Les notifications des décisions d'attribution.	405
[312.] Les contrôles internes et externes des marchés publics.	406
§ 3. <i>Les concessions</i>	407
[313.] Définition et caractéristiques des contrats de concession.	407
[314.] Les procédures d'attribution et de participation.	408
[315.] La durée et le suivi des contrats de concession.	408
[316.] Les modifications et la résiliation des contrats.	409
Titre 2 Les moyens financiers	411
Chapitre 1 Les ressources publiques	411
[317.] Les ressources permanentes.	411
[318.] Les ressources temporaires : l'emprunt.	412
Chapitre 2 Le budget	413
SECTION 1 L'ADOPTION DU BUDGET	413
[319.] L'autorisation budgétaire.	413
[320.] Les principes budgétaires.	414
[321.] La procédure budgétaire.	416
SECTION 2 L'EXÉCUTION DU BUDGET.	417
[322.] La phase administrative.	417

[323.] La phase comptable.	418
[324.] Les recettes publiques.	418
SECTION 3 LES CONTRÔLES DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	419
[325.] Les contrôles administratifs.	419
[326.] Les contrôles politiques.	421
Titre 3 Les moyens humains	423
Chapitre 1 Le personnel de l'administration dans ses structures.....	423
SECTION 1 LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION	423
[327.] Le périmètre du personnel de l'administration.	423
[328.] Les fonctionnaires et les employés.	424
[329.] Le statut général et les statuts particuliers.	426
SECTION 2 L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	427
[330.] Les corps.	427
[331.] Les catégories.	428
[332.] Les grades.	428
[333.] L'affectation.	429
SECTION 3 LE STATUT DE FONCTIONNAIRE	430
[334.] Application d'un corps de règles générales mais autonomes.	431
[335.] Les obligations du fonctionnaire.	431
[336.] Les droits du fonctionnaire.	435
Chapitre 2 La carrière du fonctionnaire.....	438
SECTION 1 LE RECRUTEMENT DU FONCTIONNAIRE.....	438
[337.] Le concours.	438
[338.] La période de stage et titularisation.	439
SECTION 2 LE DÉROULEMENT DE LA CARRIÈRE DU FONCTIONNAIRE.....	441
[339.] La position d'activité.	441
[340.] Le détachement.	442
[341.] L'avancement.	442
SECTION 3 LA RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE.....	443
[342.] Le salaire de base.	443
[343.] Les indemnités additionnelles.	443
[344.] Les avantages supplémentaires.	444
SECTION 4 LA FIN DE CARRIÈRE.....	445
[345.] La démission volontaire.	445
[346.] La démission d'office.	446
[347.] La retraite pour limite d'âge.	446
Chapitre 3 Le régime disciplinaire et le contentieux dans la fonction publique	447
SECTION 1 LE RÉGIME DISCIPLINAIRE	448
§ 1. <i>La faute disciplinaire</i>	448
[348.] Caractères de la faute disciplinaire.	448
[349.] Faute disciplinaire et faute pénale.	449
§ 2. <i>La procédure disciplinaire</i>	450
[350.] Caractères généraux.	450

[351.] L'instruction et la suspension du fonctionnaire.	451
[352.] La sanction disciplinaire et sa révision.	453
[353.] La sanction disciplinaire.	454
SECTION 2 LE CONTENTIEUX DE LA FONCTION PUBLIQUE	455
[354.] Recours administratif.	455
[355.] Recours juridictionnel.	456

Titre 4 Les moyens matériels **457**

Chapitre 1 Le domaine public..... **457**

[356.] La dualité domaniale.	457
------------------------------	-----

SECTION 1 LES CRITÈRES DU DOMAINE PUBLIC..... 458

[357.] Une propriété publique.	458
--------------------------------	-----

[358.] Une affectation spéciale.	459
----------------------------------	-----

[359.] Le domaine privé.	462
--------------------------	-----

[360.] L'affectation et la désaffectation.	462
--	-----

SECTION 2 LE RÉGIME JURIDIQUE DU DOMAINE PUBLIC..... 464

[361.] L'inaliénabilité du domaine public.	464
--	-----

[362.] L'imprescriptibilité des biens du domaine public.	465
--	-----

SECTION 3 LES UTILISATIONS DU DOMAINE PUBLIC..... 466

[363.] La situation de l'administration.	466
--	-----

[364.] La situation des usagers.	467
----------------------------------	-----

Chapitre 2 L'acquisition du domaine public..... **468**

SECTION 1 LA PROCÉDURE PRINCIPALE : L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE 468

§ 1. Aspects généraux..... 469

[365.] L'objet de l'expropriation.	469
------------------------------------	-----

[366.] Les acteurs de l'expropriation.	470
--	-----

§ 2. La phase administrative de l'expropriation..... 471

[367.] La déclaration d'utilité publique.	471
---	-----

[368.] Le critère de l'utilité publique.	472
--	-----

[369.] Une procédure à étapes.	473
--------------------------------	-----

[370.] La compétence du juge administratif.	473
---	-----

§ 3. La phase judiciaire de l'expropriation..... 475

[371.] L'introduction de l'instance d'expropriation devant le tribunal.	475
---	-----

[372.] La fixation et l'évaluation de l'indemnité d'expropriation.	475
--	-----

SECTION 2 LES PROCÉDURES COMPLÉMENTAIRES..... 476

[373.] La préemption.	476
-----------------------	-----

[374.] La réquisition.	477
------------------------	-----

[375.] La servitude d'utilité publique.	478
---	-----

PARTIE 6 LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF **481**

Titre 1 Le contrôle juridictionnel et le contrôle non juridictionnel **483**

Chapitre 1 Les types de contrôle **483**

[376.] Le contrôle gouvernemental et le contrôle administratif.	483
---	-----

[377.] Le contrôle administratif et le contrôle juridictionnel.	484
---	-----

[378.] La transparence de l'administration comme technique de prévention d'un recours. 484	
Chapitre 2 Le recours administratif.....	486
SECTION 1 VARIÉTÉ ET FINALITÉ DES RECOURS ADMINISTRATIFS.	486
[379.] Le recours administratif organisé et le recours administratif inorganisé.	486
[380.] Le recours gracieux et le recours hiérarchique.	486
[381.] La finalité des recours administratifs.	487
SECTION 2 LES SUITES DU RECOURS ADMINISTRATIF	488
[382.] Les décisions purement confirmatives.	488
[383.] Les décisions simplement confirmatives.	488
[384.] La nouvelle décision administrative.	488
[385.] Le silence de l'administration.	489
Chapitre 3 Le recours à l'Ombudsman	489
[386.] L'intérêt du recours à l'Ombudsman.	489
[387.] Les pouvoirs de l'Ombudsman.	490
<i>Titre 2 L'organisation du contentieux administratif</i>	491
Chapitre 1 La juridiction administrative	491
[388.] Évolution historique.	491
[389.] Un double degré de juridiction.	492
Chapitre 2 La compétence matérielle de la juridiction administrative ..	494
[390.] L'évolution des règles de partage de compétence.	494
[391.] La compétence en matière d'actes administratifs.	496
[392.] L'exclusion de certains contentieux impliquant l'administration.	497
<i>Titre 3 Le recours contentieux</i>	501
Chapitre 1 Les conditions de recevabilité du recours contentieux.....	501
SECTION 1 LA NATURE DE L'ACTE	502
[393.] Les actes administratifs.	502
[394.] Les actes exclus du recours.	502
SECTION 2 LA PERSONNE DU REQUÉRANT	504
§ 1. <i>La capacité juridique</i>	504
[395.] Les personnes physiques.	504
[396.] Les personnes morales.	505
§ 2. <i>L'intérêt à agir</i>	506
[397.] Un intérêt personnel et direct.	507
[398.] Un intérêt actuel et certain.	509
Chapitre 2 Le recours en annulation	510
SECTION 1 LES CAUSES D'OUVERTURE DU RECOURS EN ANNULATION	510
§ 1. <i>Le contrôle de la légalité externe</i>	510
[399.] L'incompétence.	510
[400.] Le vice de forme.	512
§ 2. <i>Le contrôle de la légalité interne</i>	513
[401.] Le détournement de pouvoir.	513
[402.] La violation de la loi.	514
[403.] L'excès de pouvoir.	516

SECTION 2 L'ÉTENDUE DU CONTRÔLE DU JUGE DE L'ANNULATION	517
[404.] Les degrés du contrôle.	517
[405.] Le contrôle de l'opportunité de l'acte administratif.	517
[406.] Les erreurs d'appréciation.	518
[407.] La marge d'appréciation laissée à l'administration.	519
[408.] Les pouvoirs du juge administratif portant sur les moyens juridiques.	520
SECTION 3 LA DÉCISION DU JUGE DE L'ANNULATION	521
[409.] La décision de rejet.	521
[410.] La décision d'annulation.	522
Chapitre 3 Le recours en réformation.....	523
[411.] Le domaine du recours en réformation.	523
[412.] Les pouvoirs du juge du recours en réformation.	524
Titre 4 La procédure contentieuse	527
Chapitre 1 L'introduction du recours contentieux.....	527
SECTION 1 LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA PROCÉDURE CONTENTIEUSE..	527
[413.] L'intérêt d'une procédure contentieuse particulière.	527
[414.] La procédure contentieuse administrative.	528
[415.] Une procédure écrite.	529
[416.] Une procédure inquisitoriale.	530
[417.] Une procédure contradictoire.	530
[418.] Une procédure publique.	531
SECTION 2 L'ABSENCE D'EFFET SUSPENSIF DU RECOURS	531
[419.] Le principe de l'absence d'effet suspensif du recours.	532
[420.] Le sursis à exécution.	532
[421.] Les mesures de sauvegarde.	535
SECTION 3 LA DEMANDE DU REQUÉRANT.....	535
§ 1. <i>La requête introductive d'instance</i>	536
[422.] La représentation de l'administré.	536
[423.] Le contenu de la requête.	536
[424.] Le dépôt de la requête.	539
[425.] La signification de la requête.	539
§ 2. <i>Les délais</i>	540
[426.] Le point de départ du délai.	540
[427.] La computation des délais.	541
[428.] Les conséquences de l'inobservation des délais.	542
Chapitre 2 Le déroulement de l'instance	543
SECTION 1 L'INSTRUCTION DU RECOURS	543
[429.] L'échange de mémoires.	543
[430.] Les demandes nouvelles et les moyens nouveaux.	544
[431.] Les mesures d'instruction.	545
SECTION 2 LA PREUVE EN CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	546
[432.] La charge de la preuve.	546
[433.] Les moyens de preuve.	547
SECTION 3 LES INCIDENTS DE PROCÉDURE.....	548
[434.] L'intervention de tiers.	548

[435.] La tierce opposition.	549
[436.] Le désistement.	550
[437.] Le non-lieu à statuer.	551
Chapitre 3 Le jugement.....	551
[438.] Les règles communes aux deux instances.	551
SECTION 1 LE JUGEMENT DE PREMIÈRE INSTANCE.....	552
[439.] Le contenu de la décision.	552
[440.] Les effets du jugement.	554
[441.] L'exécution du jugement par l'administration.	555
SECTION 2 LE RECOURS CONTRE LE JUGEMENT DE PREMIÈRE INSTANCE : L'APPEL	556
[442.] Les conditions de l'appel.	556
[443.] Les effets de l'appel.	558
INDEX ALPHABÉTIQUE	561
TABLE ANALYTIQUE	569